



Ouverture de la 13^{ème} université d'automne : discours de Sébastien SIHR, secrétaire général du SNUipp-FSU

C'est avec grand plaisir que nous vous accueillons aujourd'hui pour cette 13^{ème} édition des universités d'automne du SNUipp-FSU.

Je voudrais adresser tous mes remerciements aux équipes départementales du SNUipp de l'Aude et des Pyrénées Orientales qui avec notre équipe nationale se démènent pour vous accueillir dans les meilleures conditions. Je tiens également à remercier la Ligue de l'enseignement, notre partenaire depuis les débuts et la MGEN qui nous soutiennent pour vous proposer ce qui est devenu le rendez-vous incontournable de l'école primaire.

C'est un grand honneur pour nous d'accueillir Agnès van Zanten, sociologue, grande spécialiste des questions des ségrégations scolaires et sociales, et nouvellement nommée membre du nouveau Conseil supérieur des programmes en charge de conduire la réécriture des programmes du primaire. Ce conseil et les groupes d'experts qui travailleront avec lui pourront très prochainement s'appuyer sur la première consultation des enseignants, bilan des programmes de 2008, qui a été organisée de manière pas toujours satisfaisante dans les départements ces derniers jours.

C'est pourquoi, au SNUipp, nous avons ouvert un espace pour recueillir vos bilans, les publier et les porter lors de nos auditions au CSP et au ministère.

C'est bien de se retrouver tous ensemble ici. L'université d'automne qui réunit les enseignants et la recherche est un rendez-vous essentiel : pour notre métier, pour nous enseignants, surtout dans cette période de quête de sérénité et de stabilité.

Car c'est à nous, professionnels, d'imposer nos débats pour faire grandir l'école. C'est à nous d'affirmer que nous voulons une vraie priorité au primaire qui ne se trouve pas

écrasée par une réforme des rythmes qu'il faut absolument améliorer. C'est à nous d'affirmer ensemble nos revendications pour des conditions de travail concrètement améliorées, qui nous permettent de bien faire notre métier avec du temps pour se poser et réfléchir, avec de la formation continue pour être bien armés, avec des moyens pour endiguer le sous-investissement dont l'école et les enseignants ont été trop longtemps les victimes. Il faut faire baisser les effectifs trop souvent chargés, parfois jusqu'à l'indécent, notamment en maternelle. Il faut aussi des moyens pour déployer le « plus de maîtres que de classes », la scolarisation des tout-petits. Mais il faut aussi de la confiance. Oui, de la confiance de la part de notre institution qui s'est parfois enfermée dans une logique de contrôles tatillons, voire de caporalisme, alors qu'au contraire les enseignants demandent du soutien.

Tout ceci doit changer. Nous le dirons au ministre le mercredi 20 novembre prochain. Ce jour là, le SNUipp appelle à un rassemblement national de délégations d'enseignants de toute la France devant le ministère car la priorité au primaire que veulent les enseignants doit se vivre dans les classes, pour notre métier, pour nos conditions de travail, et pour la réussite de tous nos élèves.

La résumer à une réforme des rythmes bancaire, c'est un peu court, Monsieur le ministre ! Il y a certaines mesures qui ne coûtent pas cher et qui peuvent immédiatement améliorer notre travail de professionnels. Aujourd'hui, on a plutôt le sentiment de passer plus de temps à rendre compte qu'à agir pour la réussite de nos élèves. Ce temps passé l'est forcément au détriment de la réflexion pédagogique qui constitue le vrai cœur de notre métier. Il en va ainsi, par exemple, de la mise en place des APC qui n'est pas toujours laissée à l'initiative des équipes. Il en va aussi des 108 heures qui font l'objet de contrôles incessants. Enfin, comme le révèle notre enquête menée auprès de plus de 9 000 collègues, il en va également de la charge de travail des directeurs et directrices d'écoles qui ne cesse de s'alourdir et de perdre son sens premier : celui d'animateur pédagogique de la vie de l'école.

Mais surtout, on ne change pas l'école en faisant tomber des dizaines de circulaires dans les salles des maîtres. On changera vraiment l'école si on nous donne les moyens de nous recentrer sur notre métier, faire classe ! Ce beau métier doit retrouver du sens et doit être revitalisé. C'est pour cela que nous demandons aussi un effort conséquent pour réabonder et revivifier la formation continue. Rien n'est prévu avant 2015 : ce n'est pas possible ! On ne fera pas bouger les résultats des élèves sans un développement sans précédent de la formation, initiale et continue, et sans un approfondissement des relations

entre la recherche et la formation. Aujourd'hui, nous connaissons la nature des difficultés des élèves. Dans la classe, il nous faut mettre l'accent sur le langage, la compréhension et le rapport à l'écrit, la catégorisation, la résolution de problèmes. Sur tous ces sujets, les enseignants ont besoin d'être mieux armés.

Ce doit être aussi tout cela la priorité au primaire. Or, tant que le ministre n'aura pas réglé le dossier des rythmes scolaires, tout le reste demeurera inaudible. Tout le reste sera illisible. Tout le reste sera même en danger. Nous ne voulons pas passer à côté des nécessaires transformations pédagogiques et des nouvelles manières de travailler auprès de nos élèves.

On ne peut pas continuer dans ce climat. Le ministre doit faire un geste fort sur le dossier des rythmes et ouvrir de nouvelles discussions. Il faut trouver des solutions aux problèmes actuels et envisager pour la rentrée prochaine, alors que 80 % des écoles sont encore dans l'attente, la possibilité de mettre en place de nouvelles organisations. C'est tout à l'honneur d'un ministre de revenir, parfois, sur de mauvaises décisions. Il ne s'agit donc pas, comme j'ai pu l'entendre ici ou là, de reculer sur un dossier qui malheureusement s'est politisé à l'approche des élections municipales. Il s'agit juste d'avancer pour améliorer l'existant et ouvrir la voie à d'autres possibles. Ne pas le faire provoquerait l'enlisement de la situation, parasitant ainsi toutes les autres mesures indispensables à la lutte contre les inégalités scolaires. Ne pas le faire serait une faute qui profiterait à ceux qui prônent l'immobilisme. Le moment est donc capital. Nous sommes à un tournant de la priorité au primaire. Notre école ne peut trainer les dysfonctionnements de cette réforme comme un boulet.

On voit bien que la mise en place se fait de manière très inégale d'une école à l'autre. Et il ne faut pas nier qu'il y a des difficultés objectives, notamment en maternelle, qui doivent trouver des réponses. Il faut des réajustements. Là où les points de blocage sont vraiment importants, ils faut rediscuter et tout remettre à plat. Sur ce sujet, nous soutenons toutes les actions qui ont lieu ou sont programmées dans les départements.

Mais, il nous faut aussi nous projeter vers l'avenir. Il ne s'agit absolument pas de garder la « semaine Darcos ». Pour ceux qui auraient la mémoire courte, je rappelle que notre organisation syndicale est une des seules du premier degré à avoir voté contre le décret de 2008. Au SNUipp, nous sommes favorables aux journées raccourcies à 5H30, à l'étalement des temps d'apprentissage sur la semaine ou l'année, à une bonne articulation entre les temps scolaires et périscolaires.

Nous demandons de la souplesse pour ouvrir la voie à d'autres organisations possibles comme le « Un mercredi ou un samedi sur trois libérés » pour notre temps de concertation, ce qui permet de sanctuariser le mercredi après-midi, de prendre en compte nos besoins professionnels et nos contraintes de vie. Au SNUipp, nous ne mettons pas ces questions sous le tapis, parce que cela compte.

On ne fera pas bouger l'école sans mobiliser ceux qui la font vivre au quotidien. Depuis toujours, nos collègues s'investissent avec sérieux et professionnalisme pour faire progresser leurs élèves, sans compter leurs heures, avec de bien faibles salaires et des allocations de moyens dont chacun sait qu'ils n'ont pas été à la hauteur pendant des années. Nous nous engageons tous les jours pour nos élèves sans faire la Une du 20 heures. Et pourtant, nous scolarisons des enfants en situation de handicap trop souvent sans AVS et sans formation. Nous faisons vivre des projets pédagogiques. Nous rencontrons les familles de nos élèves.

Nous sommes là aussi, tous les jours, dans les zones les plus difficiles, où nous savons combien les difficultés sont profondes. Plus de trois millions de chômeurs, plus de cinq millions de demandeurs d'emploi, près de neuf millions de personnes sous le seuil de pauvreté, un chiffre en augmentation constante depuis plus de dix ans. Ces chiffres donnent le vertige. Pour nous, enseignants, ils ont des visages, ils portent des prénoms.

Alors, les critiques qui consistent à montrer du doigt les enseignants qui n'aimeraient pas les enfants parce qu'ils critiquent une réforme des rythmes qui n'a pas été suffisamment pensée et réfléchie dans sa mise en œuvre : cela suffit !

Le procès qui consiste à jeter l'opprobre sur nos collègues qui seraient rétifs aux changements est injuste et intolérable.

Je le dis avec force : aujourd'hui, nous voulons un ministre qui soit aussi celui des enseignants, respectés, soutenus et reconnus, des enseignants fiers de leur métier. C'est pour cela que le SNUipp agit avec vous : commençons par ces trois jours que nous espérons constructifs, intelligents, stimulants et réjouissants.

Port-Leucate, le 18 octobre 2013